

## **Stephen Harper et la manipulation des symboles**

par Jocelyne Couture et François Rocher, appuyés par des membres du C.A. des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO).

---

Voilà maintenant presque deux ans que le Parti conservateur du Canada gouverne à Ottawa. Cherchant à rompre avec l'approche de confrontation qui a caractérisée le Parti libéral du Canada sous Jean Chrétien et Paul Martin, Stephen Harper a changé la manière d'aborder la question de la place du Québec au sein de la fédération canadienne. Dans une allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain en avril 2006, il annonçait ses priorités, mais surtout son intention d'embrasser ce qu'il a lui-même qualifié de « fédéralisme d'ouverture » à l'endroit des provinces : collaboration intergouvernementale, respect des compétences provinciales, règlement du déséquilibre fiscal et encadrement du pouvoir fédéral de dépenser. En somme, l'intention était de fournir une solution de rechange à la vision libérale du fédéralisme tout en démontrant la futilité de l'option indépendantiste préconisée par le Bloc québécois.

Au delà de la portée électoraliste d'un tel positionnement, l'habile stratège qu'est monsieur Harper a compris, comme Brian Mulroney avant lui, l'importance de modifier la perception qu'ont les Québécois du fédéralisme canadien. Il a aussi compris que l'action politique baigne entièrement et constamment dans le symbolisme.

C'est dans cet esprit que, le 27 novembre 2006, la Chambre des communes adoptait une résolution déposée par le gouvernement de Stephen Harper reconnaissant que « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni ». Le 19 mars 2007, monsieur James Flaherty, ministre fédéral des Finances, faisait du règlement du déséquilibre fiscal la pierre angulaire de son discours sur le budget.

### **Les symboles et leur manipulation**

La nation québécoise et le déséquilibre fiscal sont des symboles en ce sens qu'ils focalisent plusieurs aspects de la réalité québécoise, incluant les aspirations et les représentations qu'entretiennent les Québécois. Ils sont en quelque sorte emblématiques de cette réalité. L'idée de nation, par exemple, focalise la question identitaire, la spécificité culturelle, historique, linguistique, et l'espace communautaire, territorial et institutionnel des Québécois. Sur tous ces points, les représentations des Québécois convergent dans l'idée de la nation qui en devient ainsi le symbole. Le déséquilibre fiscal, pour sa part, est devenu emblématique (en grande partie grâce au Bloc québécois) de la relation de dépendance, voire de domination, dans lequel les Québécois se sentent enfermés par le Canada et qui s'oppose de multiples façons à la réalisation de leurs aspirations.

Reconnaître la nation québécoise et régler le déséquilibre fiscal, c'est agir sur des symboles et, par delà les symboles, sur tout ce qu'ils symbolisent, à savoir, sur toutes les façons que peuvent avoir les Québécois de conjuguer leur propre réalité et d'envisager leur avenir.

Dans le discours du premier ministre Harper, la nation québécoise est reconnue en tant que « nation dans un Canada uni ». La nation demeure symbole, mais elle a cessé de symboliser ce qu'elle symbolise pour les Québécois. Ce qu'affirme cette « reconnaissance », c'est que leur culture, leur identité, leurs institutions ne mériteraient pas d'être reconnues si le Québec était un pays indépendant. Pour monsieur Harper le déséquilibre fiscal a été réglé une fois pour toutes. Pour lui, « il est temps de s'attaquer au déséquilibre fiscal entre Ottawa et les citoyens canadiens »; comme si le déséquilibre fiscal pouvait avoir un sens hors du contexte des relations qui existent entre Ottawa et ces entités juridiques, administratives et gouvernementales que sont les provinces. Là encore, le déséquilibre fiscal continue d'avoir une valeur symbolique, mais il a cessé de symboliser ce qu'il signifiait pour les Québécois, à savoir la relation de domination entretenu par le Canada à l'endroit du Québec.

### **Avancées pour le Québec?**

La reconnaissance de la nation québécoise et le règlement du déséquilibre fiscal sont ils des avancées pour le Québec? Bien sûr que non; rien n'a changé au plan politique et au plan juridique.

Mais la question qu'il faut poser est la suivante: ces manipulations de symboles pourraient-elles se traduire en avancées pour le gouvernement Harper et le Canada anglais face au Québec? Pourrait-on penser que voilà une façon bien habile et efficace de clouer le bec des Québécois et, en particulier, des indépendantistes? Pour répondre affirmativement à ces questions, il faudrait penser que les Québécois ont été dupes de ces manipulations de symboles. Mais comment pourrait-on être dupe de manipulations aussi grossières?

Avant de conclure à l'innocuité des manœuvres cousues de fil blanc de monsieur Harper, il serait prudent de réfléchir ici au fait que les manipulations symboliques dont nous parlons s'effectuent dans un espace symbolique plus vaste, à savoir le langage, en tant qu'expression symbolique des concepts et de la pensée. Dans ce domaine, la manipulation se reconnaît dans la distorsion que l'on fait subir au sens des mots, dans la dilution de la signification initiale ou courante des mots. La « nation dans un Canada uni » et « le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les citoyens », ne signifient rien d'intelligible, bien entendu. Mais le langage des politiciens et des médias a tendance à abrégé pour produire des formules plus percutantes. Ce qu'on dit, et ce que la population entend, c'est que le gouvernement Harper a reconnu la nation québécoise et qu'il a réglé le déséquilibre fiscal, point à la ligne.

C'est ainsi que la manipulation symbolique peut avoir un impact sur les représentations des Québécois. On n'a pas changé, politiquement et juridiquement, les rapports qui existent entre le Québec et le Canada, mais on a changé le langage à un point tel que ceux-là mêmes qui voudraient encore s'en servir pour défendre les intérêts du Québec, ne peuvent plus être compris. Ce mécanisme de manipulation symbolique a un nom; cela s'appelle la confiscation, le vol du langage.

La subversion du langage est un phénomène répandu en politique. Par exemple, depuis l'avènement du gouvernement Charest le Québec n'a plus pour synonyme l'État québécois mais la province de Québec. Avec le règne de l'administration Bush, la guerre a disparu de la surface du globe; elle a fait place à la libération de l'Irak et des femmes afghanes. Les mouvements de libération nationale sont devenus des mouvements terroristes. Mais ce qu'il y a de particulier à la confiscation du langage que nous dénonçons ici, est

qu'elle travestit des expressions qui elles-mêmes réfèrent à des symboles qui occupent une place centrale dans les représentations que les Québécois ont d'eux-mêmes. C'est en fait l'identité que l'on confisque en confisquant le langage. Et cette particularité est le propre du discours totalisant.

La manipulation du langage peut être une arme à double tranchant. On l'a vu au tollé qui a accueilli dans l'Ouest canadien, la « reconnaissance » de la nation québécoise. Ceux qui ont le plus protesté sont ceux qui entendaient encore le mot nation dans son sens initial, dans son sens plein, qui inclut l'idée d'autodétermination. Fort de cet entendement, le Bloc québécois a, de son côté, fait le pari que ce sens demeurerait prédominant et qu'ainsi pourrait s'amorcer un changement graduel dans les attitudes du Canada anglais envers le Québec. Le pari était et demeure risqué alors qu'au Québec on parle déjà comme de faits accomplis, du règlement du déséquilibre fiscal et de la reconnaissance de la nation québécoise. C'est le nouveau langage vidé de sens, — une « novlangue » à la Orwell — qui risque plutôt de prendre le dessus, avec toutes les répercussions que cela peut avoir sur les esprits.